POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

Pour quoi militer aujourd'hui ?
IV.- PROLETARIAT ET BUREAUCRATIE.

La grève des contrôleurs
de la navigation aérienne.

Le ministre et les syndicats.

Cinéma : Le Dr. Folamour.

Thorez, d'après "L'Humanité".

Chauffeur-livreur à Paris.

N° 62 JUILLET-AOUT 64

0,30 F MENSUEL.

pour quoi militer aujourd'hui ?

IV- PROLÉTARIAT ET BUREAUCRATIE

L'absence du prolétariat comme force politique luttant pour une nouvelle société ne peut pas être expliquée simplement par "la trahison" des dirigeants du mouvement ouvrier. L'explication par "la trahison" signifierait ou bien que ces dirigeants peuvent trahir pendant des dizaines d'années sans que les travailleurs s'en aperçoivent ou bien que, ayant constaté la trahison, ces derniers sont incapables soit de remplacer les dirigeants soit de constituer d'autres organisations sans traîtres.(1)

En réalité, si ces dirigeants ont pu jouer un rôle, conserver une influence c'est parce que - en dehors de brèves périodes révolutionnaires - la classe ouvrière s'est laissé imposer leur politique. L'explication de la situation actuelle du mouvement ouvrier ne se trouve pas dans le pouvoir maléfique des chefs, mais dans le déroulement concret de la lutte des classes depuis quarante ans et dans les transformations que la société a subies pendant cette même période. C'est seulement en tirant les leçons des luttes passées, des échecs comme des victoires, en s'efforçant de comprendre ce qui a changé dans le monde et quelles sont les conditions de la lutte des classes dans la société actuelle que nous pourrons aider à la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire.

C'est un fait : "la trahison" des partis communistes n'a pas entraîné de rupture entre ces partis et la classe ouvrière là où ils avaient une certaine force dès leur constitution (France, Italie, par exemple); et il n'y a pas eu non plus de rupture entre les travailleurs et les partis social-démocrates là où ces derniers étaient traditionnellement prédominants (Angleterre par exemple).

Cela prouve d'abord que le rôle réel de ces partis n'a pas été perçu par la majorité des travailleurs comme un rôle conservateur, anti-socialiste; cela prouve ensuite que leur encadrement par la bureaucratie syndicale et politique (réformiste ou stalinienne) n'a pas été un phénomène passager, mais qu'il est lié à l'évolution même de la société où nous vivons; cela prouve enfin que tout en se heurtant, parfois violemment, à cette

---

(1) Voir P.O. n°57 : "I - Le monde capitaliste"
n°58 : "II - Le prolétariat moderne"
n°60 : "III - Luttes revendicatives et conscience révolutionnaire"

bureaucratie, les travailleurs n'ont pas été capables de s'orienter, de déterminer une politique autonome, d'identifier leurs adversaires de classe dans une société que les crises et les guerres transformaient rapidement.

LA BUREAUCRATIE "OUVRIERE"

La bureaucratie syndicale et politique qui exerce aujourd'hui un contrôle total sur les grandes organisations, c'est le prolétariat lui-même qui l'a engendrée. C'est la croissance des syndicats et des partis ouvriers qui, lentement d'abord puis à un rythme rapide, a créé une couche spécifique de permanents, de fonctionnaires "ouvriers" dont la profession est devenue celle de représenter les travailleurs. Les tâches toujours plus vastes et complexes d'organisation et de coordination ont été résolues par eux d'après le modèle capitaliste : une structure hiérarchisée, une division de plus en plus nette entre les dirigeants et la base.

Le renforcement de la bureaucratie "ouvrière" a été favorisé par la classe dominante et son Etat. A mesure que le développement de l'industrie rendait plus complexes et plus aigûs les problèmes posés par la gestion de la force de travail, que les fonctions de l'Etat s'étendaient au domaine de l'économie, la nécessité d'avoir un "interlocuteur valable" devenait vitale pour les dirigeants. La classe dominante, constatant la force croissance du prolétariat, le danger potentiel qu'il représente, acceptait de reconnaître la représentativité de la bureaucratie syndicale et politique "ouvrière". Elle s'apercevait qu'en lui reconnaissant ce rôle, en lui accordant certaines prérogatives, en l'associant, dans les moments de crise, à la conduite des affaires publiques, elle avait la possibilité d'exercer un contrôle, quoique indirect, sur les travailleurs, d'imposer plus facilement, lorsqu'il le fallait, des décisions vitales : une politique de productivité, un blocage des salaires, et même, à la limite, une guerre mondiale, décisions que la bureaucratie "ouvrière" se chargerait de justifier et de faire accepter aux travailleurs.

Toutefois, le rôle réel de la bureaucratie "ouvrière" ne s'est affirmé que progressivement, au cours de dizaines d'années. Et les organisations syndicales et politiques qu'elle contrôle n'en sont pas pour autant devenues de simples "annexes" de l'Etat capitaliste. Aujourd'hui encore, dans la plupart des pays, elles continuent de défendre, dans le cadre du système capitaliste, des améliorations au sort des travailleurs. Dans la vie quotidienne, qu'il s'agisse de la consommation et des avantages sociaux ou de l'enseignement, du sport, des loisirs, la bureaucratie "ouvrière" agit en vue d'en faire bénéficier une partie plus importante des salariés. Il est vrai que cette extension, dans son esprit comme dans la réalité objective, ne peut se faire que d'après les modèles capitalistes, et que, d'autre part, chaque "amélioration" est payée par un plus grand asservissement dans le travail, à l'entreprise. Il n'en reste pas moins que cet aspect de la politique des grandes organisations a toujours constitué, en période d'expansion économique et de relative stabilité sociale, une des raisons principales du soutien que leur accordent bon nombre de travailleurs, ne serait-ce que sur le plan électoral et par opposition aux partis bourgeois classiques.

Cependant, la bureaucratie "ouvrière" ne s'est pas contentée du rôle d'auxiliaire que prétendaient lui assigner les capitalistes ; elle a fini non seulement par prendre conscience de ses intérêts spécifiques en tant que couche intermédiaire entre le capital et le travail, mais par viser à prendre une place dans la direction même de la société.

Dans les pays occidentaux,cependant, elle constitue toujours un corps intermédiaire: elle n'a ni le pouvoir politique ni le pouvoir économique.

Mais la même évolution du capitalisme qui a facilité le développement d'une bureaucratie "ouvrière" a donné également naissance à une autre couche de bureaucrates, d'organisateurs de la production, la bureaucratie économique, qui tend à se substituer à la bourgeoisie traditionnelle (2).

Les intérêts à court terme de ces deux couches bureaucratiques ne se rejoignent pas entièrement aujourd'hui. La bureaucratie "ouvrière" conserve des attaches avec le prolétariat ; elle en subit la pression et, finalement, c'est en tant que "représentante" des travailleurs qu'elle a une force.

Mais le modèle de société qu'elle propose : propriété étatique, planification, direction de l'économie et de l'entreprise confiée à des spécialistes, hiérarchie sociale fondée sur "la compétence", adaptation de l'homme aux exigences de l'industrie, élévation contrôlée du niveau de vie en vue d'une consommation elle-même déterminée par les nécessités de la production, prise en charge par l'Etat de toutes les activités sociales et culturelles, ne diffère pas essentiellement du modèle vers lequel la bureaucratie économique pousse la société de nos jours.

Les organisations qui constituèrent les instruments de la lutte du prolétariat pour le socialisme, le creuset où se forgeait sa conscience révolutionnaire, sont actuellement des corps toujours mieux adaptés à un régime capitaliste que la bureaucratie "ouvrière" cherche simplement à aménager en fonction de ses propres intérêts. Mais la dégénérescence ne s'est pas arrêtée la : le programme lui-même a changé de signe. Ce qui constitua pendant longtemps, pour le mouvement ouvrier, un programme de "transition" vers le socialisme, l'ensemble de mesures de contrôle et d'étatisation qui devaient ouvrir la voie vers la société sans classes, est devenu pour l'essentiel le programme des couches bureaucratiques qui sont à l'avant-garde du capitalisme.

COMMENT EN EST-ON ARRIVE LA ?

La bureaucratie du mouvement ouvrier n'a été, en un sens, qu'une manifestation de la survie du capitalisme dans le prolétariat lui-même. Elle traduit l'impossibilité où la classe ouvrière s'est trouvée jusqu'ici de se dégager en permanence de l'influence qu'exercent sur elle les modèles d'organisation, les conceptions, les attitudes considérés comme "normaux" dans la société capitaliste ; l'impossibilité d'assurer de façon permanente la gestion de ses propres affaires, de ses propres luttes. La bureaucratisation a mis en évidence que sa tendance à se constituer en force autonome, à se diriger elle-même, est constamment contre-balancée par la tendance à accepter une direction séparée, spécialisée, de même qu'elle est contrainte de l'accepter dans la production.

Cela ne signifie évidemment pas que la bureaucratie était inéluctable ni que la lutte du prolétariat pour se diriger d'une façon autonome soit vouée à l'échec. Car le renforcement de la bureaucratie et la dégénérescence des organisations ont eu lieu au cours d'un long développement historique qui a été lui-même façonné par la lutte des classes et non pré-déterminé par des "nécessités inéluctables". La seule nécessité réelle pour que la lutte pour le socialisme soit autre chose qu'une utopie c'est l'existence d'un prolétariat nombreux et concentré, ce qui suppose un haut degré de développement des forces de production. A partir de là - et ces conditions étaient présentes dans les principaux pays d'Europe dès la fin de la première guerre mondiale - c'est la capacité du prolétariat d'accéder à la conscience révolutionnaire, c'est sa capacité de "s'auto-diriger", qui devient l'élement fondamental de la lutte pour le socialisme. Certes, cette

(2) Voir P.O. n° 50 : "II - Le prolétariat moderne".

capacité ne peut s'affirmer, se traduire en actes, qu'en fonction du cadre social dans lequel il vit et travaille. Mais aussi une lutte victorieuse ou vaincue, une expérience positive ou une révolution avortée, et même la façon dont l'échec se produit, peuvent avoir des profondes conséquences, non seulement sur la capacité révolutionnaire du prolétariat mais sur le cadre même qui conditionne sa lutte. Ainsi la victoire de la révolution d'octobre 17 en Russie, sa dégénérescence en régime bureaucratique ont affecté pour des décennies les conceptions et les moyens de lutte du mouvement ouvrier ; en ouvrant la voie au pouvoir de la bureaucratie, en transformant la Russie du Tsar en la deuxième puissance industrielle du monde, elles ont bouleversé les rapports de force mondiaux et changé l'évolution même de la société capitaliste.

Aujourd'hui, les conditions permettant une prise de conscience révolutionnaire par le prolétariat se reconstituent sous le capitalisme moderne, mais elles ne sont plus celles de la période 17-23, et le contenu même de cette conscience ne peut être que beaucoup plus vaste et profond.

L'opposition prolétariat/bureaucratie qui tend à devenir l'antagonisme fondamental de la société moderne à l'Est et à l'Ouest ne pouvait pas apparaître comme déterminante pendant la période où la bureaucratie - économique et politique - était encore en voie de constitution. Si le prolétariat s'est déjà heurté à ses appareils "ouvriers" au cours de cette période, il ne pouvait pas encore identifier comme ennemie une couche sociale dont les fonctions étaient ambigües et les contours indécis.

De même, ce qui était tenu pour un programme de "transition" vers le socialisme ne pouvait apparaître et être critiqué comme un programme de capitalisme d'Etat que dans la mesure où, dans la société elle-même, le capital passait aux mains de l'Etat ou se liait à lui, et où la bureaucratie"ouvrière" d'un côté, la bureaucratie économique de l'autre assumaient dans les secteurs étatisés des fonctions dirigeantes.

C'est au cours d'une longue marche qui n'a été ni linéaire ni pacifique que le programme a changé de signification. C'est parce que cette évolution s'est accomplie au travers de crises et de guerres, dans un monde où les périodes d'expansion étaient suivies de périodes de chômage massif et de misère extrême, où les intérêts privés des capitalistes se heurtaient non seulement entre eux mais aussi à toutes les tentatives de l'Etat d'imposer une discipline, une réglementation efficace, bref dans un monde où capital et propriété privée semblaient être une seule et même chose et où le capital était synonyme d'anarchie du marché que l'étatisation de l'économie et la planification paraissaient des objectifs spécifiquement révolutionnaires. Et l'opposition, longtemps irréductible, de larges couches de la classe bourgeoise, non seulement à des mesures de ce type mais encore à toute extension des fonctions de l'Etat, ne pouvait qu'ancrer cette croyance chez les travailleurs. C'est ce qui explique l'appui accordé par eux, dans différents pays et à différentes époques, aux nationalisations et autres "mesures sociales" prises par les gouvernements de gauche ; c'est ce qui explique leur soutien aux organisations dont le programme visait, à long ou à court terme, la liquidation de la propriété privée capitaliste.

* *
*

Si ce programme a pu rester pendant une longue étape celui du mouvement ouvrier, cela n'a pas résulté d'une espèce de "pêché originel" dont Marx serait le coupable et qui aurait faussé le sens et les objectifs de la lutte. Le "Marx-théoricien-de-la-bureaucratie" n'est qu'une divagation d'intellectuels en déconfiture théorique. Le mouvement

ouvrier a affirmé dès le début - et pas seulement sous la plume de Marx - que son objectif était l'abolition du salariat, la constitution d'une société sans exploitation, sans Etat et sans classes où le travailleur dominerait la production au lieu d'être dominé par elle.

Mais le contenu du programme de lutte et de transformation révolutionnaire de la société ne pouvait être formulé qu'en étroite dépendance des conditions concrètes du développement du capitalisme et du mouvement ouvrier. Au début du XXème siècle, la majorité des organisations ouvrières envisageait cette transformation comme le triomphe du parti prolétarien porté au pouvoir par les masses et procédant, à partir de là, à une série de bouleversements dans l'économie et la société. Pendant une première phase de "transition" entre le capitalisme et le socialisme, il s'agissait de supprimer la propriété privée des moyens de production et de distrubution, de procéder à une planification et d'appliquer un ensemble de mesures qui, en libérant les capacités créatrices des masses, provoqueraient un accroissement tel de la production qu'il serait alors possible de passer à une étape supérieure. Cette deuxième phase se caractériserait par la disparition des classes, le dépérissement de l'Etat, l'abondance des produits, la transformation du travail lui-même, qui, de "moyen de vivre" deviendrait "première nécessité vitale" permettant l'épanouissement de l'homme. On passerait ainsi du "règne de la nécessité au règne de la liberté".

Certes, le mouvement ouvrier de cette époque a connu des profondes divergences, des scissions. La social-démocratie réformiste comptait à la fois sur l'action graduelle et légale des organisations ouvrières et sur une évolution du capitalisme amenant de manière pour ainsi dire mécanique le socialisme comme un fruit mûr, alors que dans la réalité quotidienne elle pratiquait une politique de collaboration de classes et de crétinisme parlementariste. Les révolutionnaires marxistes, par contre, comptaient sur l'action et l'initiative des masses pour détruire d'un seul coup par l'insurrection la classe dominante et ses institutions politiques. Cependant, au-delà de cette prise violente du pouvoir, les révolutionnaires, pas plus que les réformistes, n'ajoutaient rien au programme traditionnel.

La première guerre mondiale et la crise révolutionnaire qui suivit soumirent le mouvement ouvrier à sa première grande épreuve.

(suite et fin de cette partie au prochain numéro)

-:-:-:

La grève des contrôleurs de la navigation aérienne

Un projet de loi supprimant le droit de grève pour les contrôleurs de la navigation aérienne est voté en première lecture à la Chambre le 9 juin. Le 30, il est adopté définitivement. Entre temps, à la suite de sanctions administratives infligées à un contrôleur, délégué CGT, pour une prétendue "faute professionnelle" (en réalité pour sa conduite lors de la grève du zèle du 31 mars), les contrôleurs d'Orly décident une grève générale et illimitée sur les revendications suivantes :

- annulation de la sanction frappant leur camarade ;
- augmentation des salaires et amélioration des conditions de travail ;
- défense des libertés syndicales et du droit de grève.

Le comité inter-syndical d'Orly demande à la province de se joindre au mouvement, mais de façon échelonnée : le 23 juin, centre de contrôle d'Athis-Mons ; le 24, école, services de maintenance, centre de télécommunications ; le 25, centres de contrôle de Bordeaux et d'Aix-en-Provence ; le 29, Beauvais ; le 30, le reste des aérodromes.

Le gouvernement réplique par un ordre de réquisition qui touche 150 contrôleurs. L'ordre de grève est maintenu ; le trafic aérien est paralysé à 70%. Le gouvernement fait appel à l'armée pour assurer le trafic aérien. Le syndicat des pilotes de ligne menace de ne plus assurer la responsabilité des vols si l'on ne revient pas aux conditions de sécurité normales.

Le comité inter-syndical décide la reprise du travail pour le 3 juillet alors qu'il ne reste que trois centres et deux tours de contrôle effectivement en grève.

Le bilan est complètement négatif : la sanction est maintenue, le personnel qui n'a pas obéi à l'ordre de réquisition est traduit devant un conseil de discipline, le droit de grève est supprimé. Maigre compensation : le gouvernement envisage une hausse des salaires.

* * *

Cette grève avait ceci de particulier qu'elle n'était pas le fait d'ouvriers ou d'employés, mais de techniciens qualifiés bénéficiant de salaires relativement élevés. La question du salaire n'était pas au centre de l'affaire ; mais ces travailleurs entendaient lutter surtout contre la suppression du droit de grève, contre l'abus des sanctions administratives, contre la réquisition et pour l'amélioration des conditions de travail. Par là leur mouvement avait une portée plus générale et intéressait l'ensemble des travailleurs. Elle n'a cependant pas suscité autre chose que des déclarations platoniques de "solidarité morale" (entendez : des pétitions) et "matérielle" (des collectes) de la part des centrales syndicales : ce sont les termes d'un communiqué publié le 1er juillet par le bureau confédéral de la CGT.

Mais il faut dire qu'indépendamment de la politique des syndicats, l'extension de la solidarité se heurtait à de gros obstacles : non seulement la perte des traditions de lutte coordonée et l'isolement catégoriel, qui sont des données générales dans la

lutte de classe aujourd'hui, mais dans le cas précis, le fait que la profession des contrôleurs de la navigation aérienne est peu nombreuse, assez mal connue de l'opinion, isolée des masses de travailleurs de l'industrie et du secteur public, considérée comme jouissant de salaires équivalents à ceux des cadres.

Le gouvernement savait que cette situation lui était favorable. S'il était décidé à interdire le droit de grève aux contrôleurs, c'est que l'arrêt du travail dans les centres de contrôle des aéroports non seulement crée un manque à gagner important (les appareils sont déroutés vers les aéroports étrangers), mais aussi un désordre sérieux dans le trafic aérien international et national, qui porte atteinte au prestige de "la France". La réaction du pouvoir met en évidence la tendance du capitalisme moderne à juguler l'ensemble des travailleurs, y compris les techniciens qui, par leur compétence technique et leur position clé, dans certains services publics notamment, sont en mesure de paralyser des secteurs entiers de l'activité économique. Pour le gouvernement, ces techniciens sont passibles des mêmes méthodes qu'un quelconque postier ou un quelconque mineur.

Parce qu'ils assurent le fonctionnement de l'infrastructure économique nécessaire à la production et à la distribution, les travailleurs de l'Etat se voient rogner peu à peu le droit d'user de la grève : réquisition des postiers, des mineurs, des agents de lycée, suppression de ce droit pour les contrôleurs des aéroports, projet Toutée des "contrats de progrès" pour les entreprises nationalisées comportant la suspension de ce droit pendant la période couverte par le contrat. Sous des formes juridiques variées, on retrouve cette tendance dans tous les pays de capitalisme développé : retirer aux travailleurs l'usage légal de la grève "en échange" d'une augmentation de salaires aléatoire.

Face a cette offensive, il n'y a qu'une seule riposte : reconstituer une solidarité effective (débrayages de soutien, délégations de grévistes dans les autres entreprises), briser le particularisme de catégorie, mettre en avant des revendications d'augmentation non hiérarchisées, de réduction de temps de travail et d'amélioration des conditions de travail, qui seules peuvent regrouper les travailleurs.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

REDUCTION DES HORAIRES CHEZ RENAULT

A la rentrée du Ier. septembre, Renault va ramener la semaine de travail de 48 à 44 heures.

Les heures perdues seront indemnisées par le "Fonds de régularisation des ressources" de la façon suivante : la première heure perdue à partir de 48 heures est indemnisée à 100 %, les autres à 50 %.

Les travailleurs de la Régie subiront donc une diminution de salaire égale à la valeur d'une heure et demie par semaine... s'ils acceptent la décision de la Direction.

A ce sujet, Le Monde du 22 juillet écrivait :

"Des conseillers économiques du gouvernement ne cachent pas que les décisions prises à la Régie Renault faciliteront la tâche entreprise avec le plan de stabilisation. Ces décisions sont de nature à freiner l'augmentation des salaires dans le secteur privé, voire même libérer de la main d'oeuvre, c'est-à-dire favoriser une déflation du marché du travail. Du même coup, les revendications des travailleurs du secteur public risquent d'être moins vigoureuses à la rentrée. Il semble même que des conseillers gouvernementaux aient souhaité que la Régie procède à quelques licenciements, ce qui eût rendu "l'exemple" plus frappant... Ce sont peut-être certaines de ces "spéculations" qui ont rendu plus optimistes les experts gouvernementaux préoccupés par le rendez-vous social de l'automne. Peut-être aussi ont-ils été soutenus par l'espoir de voir le prochain cap des revendications doublé sans plus de difficultés qu'au printemps.

Mais nul ne peut prévoir les réactions du mouvement ouvrier".

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LE MINISTRE ET LES SYNDICATS

Le 8 juillet, le ministre du travail en tournée dans la Loire Atlantique reçoit à Nantes les Unions départementales CGT, CFTC, CGT-FO. A la suite de l'entrevue, il leur délivre dans un communiqué l'attestation de moralité que voici : "La réputation d'agressivité des syndicats, qui a provoqué les réticences de certains industriels à venir s'installer, est parfaitement fausse et injustifiée. Nantes et Saint-Nazaire ne sont pas les capitales de la violence dont on a parlé. Avec les syndicats j'ai pu examiner minutieusement les problèmes qui se posent" (Le Monde, 10.7). En somme ces lions étaient de modestes lapins, ces révolutionnaires ne demandent qu'à prendre leur place autour de la table du Conseil du Plan et des Comités d'expansion...

Indignés, les syndicats ripostent dans un communiqué : "A aucun moment le ministre du travail n'a été capable de répondre de façon positive aux questions posées, certes avec politesse, mais avec fermeté, par les organisations syndicales de la Loire Atlantique, et il s'est limité à des promesses (...). Le voyage de M. Grandval ressortit davantage à la publicité qu'à l'échange de vues entre ministre du travail et organisations ouvrières. M. Grandval a ainsi démontré qu'il cherchait à utiliser ces entretiens pour la propagande purement gouvernementale, en laissant entendre que les points de vue étaient identiques entre les organisations syndicales et le ministre, alors que des divergences profondes sont apparues pendant toute la discussion." Donc Granval est tout bonnement un représentant de commerce gaulliste, et de surcroît il n'a rien dans sa serviette.

Dans leur Appel (voir P.O. N°59 et N°61), les travailleurs de Nantes dénonçaient la participation des organisations syndicales au Conseil du Plan, aux Comités d'expansion économique, etc. Ils réclamaient une option claire : "On ne peut d'un côté participer à ces organismes anti-ouvriers édifiés pour étrangler les travailleurs et de l'autre prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière".

Le communiqué des syndicats ne lève nullement cette équivoque. Le ministre n'est pas un interlocuteur valable, voilà tout ce qu'on lui reproche. Les syndicats attendent peut-être un ministre avec lequel ils puissent avoir "un échange de vues" sérieux. Sinon, à quoi bon rencontrer des ministres ?

Cependant les licenciements se poursuivent, à Givors, à Saint-Etienne, à Montluçon, à Lyon. D'autres menacent dans la Loire Atlantique. Le gouvernement ne fait pas mystère qu'il veut "détendre le marché du travail" pour faire baisser la pression sur les salaires.

Grandval confirmait, le 8 juillet, que"la Régie Renault observerait l'engagement pris à l'égard du premier ministre (souligné par nous) de créer d'ici à la fin de 1965 1.300 emplois nouveaux et par la suite 2.500 autres". Depuis, Renault a fait chômer deux journées en juillet, et décidé avec l'accord du gouvernement, de réduire à partir du 1er septembre l'horaire de travail de 48 à 44 heures dans toutes ses usines, - et les salaires en conséquence.

Maintenant que la comédie de la prospérité planifiée est usée jusqu'à la corde, la position des syndicats - un pied chez les travailleurs, un pied chez les ministres et les patrons - va devenir moins confortable. Mais tout de même, les travailleurs de Nantes, et d'ailleurs, ne vont pas se contenter d'un communiqué "bien senti" pour croire qu'elle a changé.

Cinéma : Le Dr. Folamour

Prenez deux idées justes. La première : tout appareil bureaucratique offre un aspect comique ; sa rigidité, sa hiérarchie, sa prétendue rationalité le rendent irréaliste, incapable de s'adapter à une situation nouvelle et de la résoudre simplement ; bien plus, les règles du fonctionnement bureaucratique favorisent ou provoquent elles-mêmes des accidents par lesquels l'appareil est pris au dépourvu. Deuxième idée : aujourd'hui l'organisation de la destruction et de la terreur est bureaucratisée ; elle est l'affaire d'un immense système (dont le Strategic Air Command est, aux Etats-Unis, une partie) servi par des milliers d'hommes, s'étendant à toute la surface du globe, équipé avec les résultats les plus récents de la science et de l'industrie, prêt à fonctionner dans des délais qui sont de l'ordre de la minute, et suspendu sur la tête de milliards d'hommes.

Appliquez la première iddée à la seconde : vous avez Le Docteur Folamour, film drôle sur la terreur bureaucratisée. En prenant le parti de faire rire, Kubrick, le metteur en scène, dégage un aspect essentiel du problème de la guerre aujourd'hui, ce qu'on pourrait appeler le paradoxe du secret. L'armée moderne remplit deux fonctions contradictoires : une fonction militaire offensive et défensive, qui consiste à exercer une menace réelle sur l'adversaire et à assurer une protection efficace du pays ; une fonction dite de dissuasion, d'ordre "psychologique", qui vise à faire peur à l'adversaire, à lui faire préférer la négociation à la guerre. La première de ces fonctions exige le secret concernant les effectifs, les emplacements, les armes, les codes, les plans d'attaque et de riposte ; la deuxième suppose au contraire la divulgation de tout cela, afin que l'adversaire se rende compte qu'il vaut mieux se tenir tranquille. Encore cette divulgation ne va-t-elle pas sans risque, puisqu'elle peut permettre à l'ennemi de préparer une riposte d'un niveau plus élevé, et ainsi de reprendre l'initiative.

Le film montre que le Strategic Air Command est organisé comme un appareil militaire "classique". Par exemple, en cas de conflit les bases de bombardiers atomiques peuvent être déconnectées du Pentagone et mises en état de défense autonome ; les bombardiers peuvent de leur côté verrouiller leurs appareils récepteurs, une fois l'ordre d'attaque reçu, afin de ne pas être déroutés par des messages émanant de l'adversaire ; le chef de base est seul à connaître le code qui permet alors d'entrer en communication avec eux, etc. C'est la logique du secret que de multiplier les interrupteurs sur les circuits transmettant informations et ordres. C'est aussi la logique de tout pouvoir, car les exécutants n'ont plus dans ces conditions aucun moyen de prendre la moindre initiative.

Mais de l'autre côté la logique de la dissuasion veut qu'au Pentagone un fil direct joigne le président américain au premier soviétique, et que les deux états-majors ennemis soient au courant de leurs progrès respectifs dans la technique de l'anéantissement.

Le thème du film est qu'un général américain, chef de base, rendu complètement fou par la propagande anti-russe et l'atmosphère de chantage à la terreur, prend l'initiative de lancer ses bombardiers à l'attaque de la Russie, effectue toutes les déconnections de règle dans le cas d'un conflit réel, et crée celui-ci d'une façon irréversible. Le film déroule la suite des tentatives faites à tous les échelons de la hiérarchie militaire et politique pour empêcher un bombardier d'atteindre son objectif ; il s'agit de rétablir au plus vite toutes les communications et de divulguer les secrets, et cela aussi bien entre Washington et Moscou qu'à l'intérieur de l'armée américaine. Cela vaut au spectateur des scènes d'un solide comique, d'où la discipline militaire, l'idéologie patriotique, la fonction de l'armée, la signification de la guerre sortent éreintées.

Quand enfin le président américain rétablit le contact avec Dimitri (le Kroutchev du film) et s'apprête à lui donner des compensations en échange de la base russe que le bombardier, décidément échappé, va détruire, on apprend que les Russes ont mis au point

la "machine du Jugement dernier", dispositif qui répond automatiquement à l'attaque d'un point stratégique par un nuage radioactif enveloppant la terre et y rendant toute vie impossible pour un siècle.

Consternation américano-russe. Alors intervient le docteur Folamour, conseiller du président américain, ancien nazi, à moitié paralysé, complètement cinglé. En grimaçant, en retenant à grand peine un bras qui fait tout seul le salut hitlérien, truffant ses explications de "Mein Führer !", le docteur expose la seule réponse "rationnelle" à la machine du Jugement dernier : sélectionner rapidement, par des opérateurs électroniques, les hommes et les femmes (dix femmes pour un homme) les plus doués intellectuellement et sexuellement, et les installer pour cent ans dans les galeries de mine les plus profondes. Tout le monde se rallie à ce plan.

Le film ne conclut pas ; il laisse deux impressions. Celle d'une vertigineuse absurdité : on dépense des trésors d'intelligence, de travail, de richesse pour obtenir l'anéantissement parfait, et on dépense autant de trésors pour qu'il ne se passe rien. Et puis une impression d'inquiétude : cet appareil destiné à garantir la sécurité est on ne peut moins sûr, il se dérègle pour un rien, et ce rien produit des catastrophes.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

THOREZ, D'APRÈS "L'HUMA"

"Maurice Thorez, dirigeant aux vues amples, restera pour toujours celui qui a combattu le sectarisme dans nos rangs; le militant qui, sans jamais céder sur les principes, a vu grand et juste sur les possibilités d'union de la classe ouvrière et de rassemblement autour d'elle de toutes les forces saines de la nation. Unité d'action, Front Populaire, main tendue aux catholiques, le drapeau tricolore mêlé au drapeau rouge, La Marseillaise reconciliée avec l'Internationale. "Mon Parti m'a rendu les couleurs de la France..." chantera plus tard Aragon".

"Membre du Bureau de l'Internationale Communiste, Maurice Thorez se rend à Moscou où il participe en 1943 aux délibérations qui aboutissent, le moment étant venu, à la dissolution de l'Internationale qui, pendant près d'un quart de siècle, avait dirigé le combat communiste sur toute la surface du globe".

"Renaissance, démocratie, unité. Tel est le combat que, sous la direction de Maurice Thorez, va désormais livrer le Parti. Maurice Thorez est devenu ministre d'Etat en 1945. Il sera ensuite vice-président du Conseil jusqu'à l'éviction des ministres communistes en 1947.

A Waziers, en 1946, parlant aux mineurs, il s'adresse, par-delà, à toute la classe ouvrière de France : "Produire, produire et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français".

Et même de Gaulle, dans ses mémoires, reconnaîtra les services rendus par le communiste Thorez à la France.

Son apport au mouvement ouvrier, et pas seulement français, est immense".

(Extraits de "L'Humanité" du 13-7-64)

UNE LETTRE DE DE GAULLE A JEAN THOREZ

"Monsieur, j'adresse à vous-même et aux vôtres mes sincères condoléances.

Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le Président Maurice Thorez - quelle qu'ait pu être son action avant et après - a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale.

Le 13 juillet 1964. Charles DE GAULLE"

("L'Humanité" du 14-7-64)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Chauffeur-livreur à Paris :

La condition de chauffeur-livreur n'est pas de tout repos, surtout dans la capitale. Je fais actuellement partie de cette corporation et j'essayerai de vous donner un aperçu de ses avantages et de ses inconvénients.

Commençons par les horaires de travail! Je vous donne les miens qui sont à peu près les mêmes que dans les autres maisons, c'est à dire qu'ils se distinguent par leur élasticité.

Ma journée commence à 8 H 30, je pointe d'abord la marchandise pour qu'il n'y ait pas de contestation ni de la part du patron, ni de la part du client, ensuite je charge ma camionnette. Précisons que je livre des articles de bureau et de la papeterie aux marchands de journaux, libraires, papetiers et quelquefois dans des bureaux. Je pars pour ma tournée du matin vers 9 H 30 après avoir pris connaissance des noms et adresses des clients à livrer et après avoir prévu mon circuit (en gros du moins).

Le matin j'ai environ une douzaine de clients à voir soit dans Paris, soit en banlieue, ce qui fait que je ne reviens pas avant I2 H30 en moyenne. Je file ensuite déjeuner ou avaler un casse-croute en vitesse car si je veux avoir terminé plus tôt le soir, il me faut reprendre vers I H 45 .L'après-midi j'ai de I5 à 20 clients à livrer dans un autre secteur que le matin et il me faut activer pour pouvoir rentrer avant 7 H 30. Le vendredi il m'arrive souvent de terminer à 8 H . Ce qui me fait en moyenne une journée de I0 heures bien remplie car bien souvent je n'ai même pas le temps d'aller boire un coup.

Bien qu'à première vue le métier paraisse bien payé, en fin du compte, vu le nombre d'heures accomplies et la fatigue nerveuse accumulée, on s'aperçoit que l'on n'est pas payé en conséquence du travail fourni. Je touche pour ma part 750 F net par mois plus I00 à I50 F de pourboire que me donnent les clients. Je travaille 5 jours par semaine.

Il y a des jours plus chargés que les autres. Le lundi est relativement le plus calme aussi bien au point de vue du nombre de clients à livrer que de la circulation. Mais le vendredi est infernal non seulement c'est le jour où j'ai le plus de livraisons mais c'est ce jour là où l'on a le plus de difficulté à circuler. Ce qui fait que je me trouve souvent dans un état de fatigue et d'énervement qui est caractéristique chez les livreurs et chauffeurs de tout poil, et qui se traduit par force gueulantes et jurons.

J'ai en plus la responsabilité d'encaisser les factures de ceux qui payent comptant; je dois être poli avec le Client-roi(on me l'a fortement recommandé car c'est lui qui fait vivre la maison); je ne dois pas faire d'erreur dans mes livraisons; je ne dois rien voler non plus ; je dois supporter les engueulades du patron avec sérénité car j'ai automatiquement tort ; enfin bref, un livreur doit être un saint.

Je termine ce petit aperçu en disant que les chauffeurs qui arrivent à se fixer dans ce métier peuvent gagner jusqu'à 900 F par mois de fixe; beaucoup font de la "gratte" soit sur l'essence ou l'huile soit sur la marchandise qu'ils parviennent à chiper par ci par là; tout cela compris, avec les pourboires,un livreur peut arriver à se faire des payes acceptables.

Je pourrais également beaucoup en dire sur les clients mais cela fera l'objet de ma prochaine étude de moeurs.J'ignore s'il existe un syndicat des chauffeurs-livreurs. En tous cas, s'il existe, il ne peut avoir aucune influence, étant donné l'isolement de chaque livreur.

En conclusion, une corporation qui brille par son manque d'unité et de cohésion, et où chacun recherche une solution individuelle ; mais c'est également le cas pour beaucoup d'autres branches d'activités.